



Banque de la République  
du Burundi

## RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Quatrième trimestre 2023

# RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

QUATRIEME TRIMESTRE 2023

Mars 2024

---



# TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES</b> .....	ii
<b>RESUME ANALYTIQUE</b> .....	1
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b> .....	4
1.1. Croissance du PIB mondial .....	4
1.2. Prix des matières premières et inflation .....	5
1.3. Politique monétaire dans les pays développés .....	7
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA .....	8
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI</b> .....	10
<b>2.1. Production et prix</b> .....	10
<b>2.2. Secteur extérieur</b> .....	12
2.2.1. Commerce extérieur .....	12
2.2.2. Balance des paiements .....	14
<b>2.3. Finances et dette publiques</b> .....	16
2.3.1. Finances publiques.....	16
2.3.2. Dette publique .....	17
<b>2.4. Secteur monétaire</b> .....	18
2.4.1. Politique monétaire .....	18
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts .....	19
2.4.3. Base monétaire .....	21
2.4.4. Masse monétaire et contreparties .....	23
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire .....	24
<b>2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière</b> .....	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire.....	25
2.5.2. Stabilité Financière .....	27
<b>MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE</b> .....	31
<b>ANNEXES</b> .....	32

## LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MID	: Marché Interbancaire des Devises
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

La croissance économique mondiale est demeurée faible au quatrième trimestre 2023 suite aux conditions de financement international restrictives. Dans la Zone euro, la croissance a stagné (0,0%), à la suite principalement de la récession en Allemagne (-0,3%), en Irlande (-0,7%) et en Lituanie (-0,3%).

La croissance des Etats-Unis a décéléré à 0,8 contre 1,2% au trimestre précédent. En glissement annuel, elle s'est établie à 3,1 au quatrième trimestre 2023 contre 4,9% à la même période en de 2022.

L'inflation a continué à baisser dans l'ensemble des pays de l'OCDE, suite notamment à la diminution des cours internationaux des produits de base et à la politique monétaire restrictive menée pour lutter contre l'inflation.

Selon les estimations<sup>1</sup> du FMI, la croissance mondiale devrait se stabiliser à 3,1% en 2024 comme en 2023, avant de remonter légèrement à 3,2% en 2025. Ces prévisions restent toutefois modestes en raison du niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales, du retrait de dispositifs d'aide budgétaire et de la faiblesse de la croissance tendancielle de la productivité.

Les perspectives économiques régionales du FMI d'octobre 2023 montrent que la croissance économique de la CEA-5 devrait décélérer en 2023

pour s'établir à 5,0 contre 5,2% en 2022, une croissance qui reste forte comparativement à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,3 contre 4,0% en 2022). Ce ralentissement est en lien avec la persistance des facteurs de vulnérabilité, notamment l'inflation élevée dans certains pays, la hausse des taux d'intérêt mondiaux, la pression sur les taux de change et la pénurie de financement.

Au niveau national, les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2024 (4,2 contre 2,8% en 2023), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (4,2 contre 1,5%), secondaire (5,8 contre 4,7%) et tertiaire (3,5 contre 2,7%).

La production du thé sec a diminué de 6,1% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 2.369,6 à 2.224,3 tonnes, suite à la mauvaise pluviosité. De même, la production du café vert a fortement diminué de 46,1%, s'établissant à 3.130,0 contre 5.810,7 tonnes enregistrées à la même période de 2022, en liaison avec la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle a baissé de 3,9% au quatrième trimestre 2023, passant de 189,2 à 181,7 suite essentiellement au fléchissement de la production des industries alimentaires (-4,8%), spécialement la production de

<sup>1</sup> Perspectives économiques mondiales du FMI de janvier 2024

sucre (-47,2%) et de cigarettes (-2,5%) partiellement contrebalancée par l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+9,8%).

L'inflation globale s'est établie à 22,3% au quatrième trimestre 2023, en diminution par rapport à celui (25,2%) du trimestre correspondant de 2022. Ce recul a porté sur l'inflation alimentaire (26,6 contre 36,4%) tandis que l'inflation non alimentaire a augmenté (16,8 contre 12,8%).

Le compte courant de la balance des paiements est déficitaire de 358.113,8 MBIF au quatrième trimestre 2023 contre un déficit de 280.382,4 MBIF au même trimestre de l'année 2022. Ce déficit s'est traduit par celui du compte des biens (539.156,8 contre 397.498,6 MBIF), du compte des services, (137.960,5 contre 154.743,2 MBIF) et celui des revenus primaires (12.305,47 contre 11.764,4 MBIF), partiellement atténué par l'excédent du compte des revenus secondaires (331.09,0 contre 283.623,8 MBIF).

Le déficit budgétaire s'est davantage creusé au quatrième trimestre 2023 par rapport au même trimestre de 2022, s'établissant à 104.023 contre 3.690,9 MBIF en raison d'une forte augmentation des dépenses (75,0%) qui l'emporte sur l'augmentation des recettes (53,8%).

La dette publique totale s'est accrue de 17,4% à fin décembre 2023, atteignant 6.270,4 contre 5.340,4 Mrds de BIF à fin décembre 2022. Cet accroissement a porté sur la dette intérieure (10,7%)

et extérieure (37,4%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 62,2 contre 57,9% à la même période de l'année précédente. Elle reste au de-là de la limite maximale (50% du PIB), convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

La base monétaire a augmenté de 9,1%, s'établissant à 1.416,8 Mrds de BIF à fin décembre 2023 contre 1.298,9 Mrds à fin septembre 2023. Cette augmentation a porté sur les billets et pièces en circulation (12,2%), les dépôts des autres institutions de dépôts (6,3%) et les dépôts divers (7,7%). Au niveau de ses contreparties, cet accroissement a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (3,4%) et des avoirs extérieurs nets (7,2%). Quant à la masse monétaire, elle s'est accrue de 2,9% en glissement trimestriel, et s'est établie à 5.238,5 Mrds de BIF contre 5.090,1 Mrds de BIF à fin septembre 2023. Cette croissance a porté sur la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (12,1%), les dépôts à vue (1,7%), les dépôts à terme et d'épargne (1,5%) et les dépôts en devises des résidents (2,4%).

A la fin du quatrième trimestre 2023, les réserves officielles de change ont augmenté par rapport au trimestre précédent (95,0 contre 56,4 MUSD) mais ont baissé par rapport à la même période de 2022 (176,2 MUSD). En termes de mois d'importation de biens et services, ces réserves couvraient 0,8 mois d'importations de biens et services contre 0,5 mois à la fin du troisième

trimestre 2023 et 1,8 mois à fin décembre 2022, la norme étant fixée à 4,5 mois d'importations de biens et services dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA.

A la fin du quatrième trimestre 2023, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 22,7% en glissement annuel et de 7,1% en glissement trimestriel, en rapport avec la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et des dépôts de la clientèle au niveau du passif.

Les créances impayées ont augmenté et se sont établies à 430.948,5 MBIF à fin décembre 2023 contre 209.168,3 MBIF en 2022. Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 20,3% en glissement annuel et de 4,6% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 911,7 Mrds de BIF à fin décembre 2023 contre 757,7 Mrds de BIF à fin décembre 2022 et à 871,8 Mrds de BIF à fin septembre 2023. Toutefois, en glissement annuel, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant à 2,1 contre 2,5 et à 18,5% contre 21,6% en 2022 respectivement.



# 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

## 1.1. Croissance du PIB mondial

La croissance économique mondiale est demeurée faible au quatrième trimestre 2023 suite aux conditions de financement international restrictives.

Dans la Zone euro, la croissance a stagné (0,0%), à la suite principalement de la décroissance en Allemagne (-0,3%), en Irlande (-0,7%) et en Lituanie (-0,3%).

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T4-2022	T3-2023	T4-2023	T4-2022	T3-2023	T4-2023
États-Unis	0,6	1,2	0,8	0,7	2,9	3,1
Japon	0,4	-0,8	-0,1	0,7	1,6	1,1
Allemagne	-0,4	0,0	-0,3	0,8	-0,3	-0,2
France	0,0	0,0	0,0	0,8	0,6	0,7
Royaume uni	0,1	-0,1	-0,3	0,6	0,2	-0,2
Zone euro	-0,1	-0,1	0,0	1,9	0,0	0,1
OCDE - Total	0,2	0,4	0,4	1,4	1,6	1,7
Chine	0,6	1,5	1,0	2,9	4,9	5,2
Inde	1,1	1,7	nd	4,6	7,0	nd
Afrique du Sud	-1,1	-0,2	nd	1,3	-0,5	nd

Source: OCDE, *principaux indicateurs économiques, février 2024*

La croissance des États-Unis a décéléré à 0,8 contre 1,2% au trimestre précédent. En glissement annuel, elle s'est établie à 3,1 au quatrième trimestre 2023 contre 4,9% à la même période en 2022.

Au quatrième trimestre de 2023, la croissance de l'économie chinoise s'est établie à 1,0 contre 1,5% au trimestre précédent. Elle peine à rebondir de manière forte et durable, en raison des effets de la Covid-19 et de la persistance de la crise du secteur de l'immobilier.

Selon les estimations du FMI, la croissance mondiale devrait se stabiliser à 3,1% en 2024 comme en 2023, avant de remonter légèrement à 3,2% en 2025. Ces prévisions restent toutefois modestes en raison du niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, du retrait de dispositifs d'aide budgétaire qui pèse sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement et de la faiblesse de la croissance tendancielle de la productivité.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023(E)	2024(P)	2025(P)
<b>PIB mondial</b>	<b>2,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>6,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>
<b>Pays avancés</b>	1,6	-4,5	5,4	2,6	1,5	1,6	1,8
États-Unis	2,6	-3,4	5,9	2,1	2,5	2,1	1,7
Zone euro	1,3	-6,4	5,3	3,3	0,5	0,9	1,7
Japon	0,0	-4,5	2,2	1,0	1,9	0,9	0,8
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,8</b>	<b>-2,0</b>	<b>6,8</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>
Chine	6,0	2,2	8,4	3,0	5,2	4,6	4,1
Inde	4,0	-6,6	9,1	7,2	6,7	6,5	6,5
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,7	4,0	3,3	3,8	4,1
Nigeria	2,2	-1,8	3,6	3,3	2,8	3,0	3,1
Afrique du Sud	0,2	-6,4	4,7	1,9	0,6	1,0	1,3
Volume du commerce mondial	0,9	-7,9	10,7	5,1	0,4	3,3	3,6
(p): projections							
(e): Estimate							

**Source: Fonds Monétaire International, Perspectives Economiques Mondiales, janvier 2024**

Il est attendu un ralentissement de la croissance aux États-Unis d'Amérique qui, selon les estimations, passerait de 2,5% en 2023 à 2,1% en 2024 et à 1,7% en 2025, en raison principalement du resserrement de la politique monétaire et du rééquilibrage progressif des finances publiques. En revanche, dans la Zone euro, la croissance va passer de 0,5% en 2023 à 0,9% en 2024 et progresser à 1,7% en 2025. Cette reprise dans la Zone euro serait tirée par une plus forte consommation des ménages, résultant de l'atténuation des effets du choc sur les prix de l'énergie et du ralentissement de l'inflation.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait se stabiliser à 4,1% en 2024 et s'accélérer à 4,2% en 2025. La croissance chinoise devrait ralentir, passant de 5,2% en

2023 à 4,6% en 2024 et 4,1% en 2025. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer et passer de 3,3% en 2023, à 3,8% en 2024 et à 4,1% en 2025.

La croissance du commerce mondial devrait s'accélérer, passant de 0,4% en 2023, à 3,3% en 2024 et à 3,6% en 2025. Ces prévisions s'expliquent notamment par les effets attendus du relâchement, dans la période à venir, de la politique monétaire dans certains pays développés.

## 1.2. Prix des matières premières et inflation

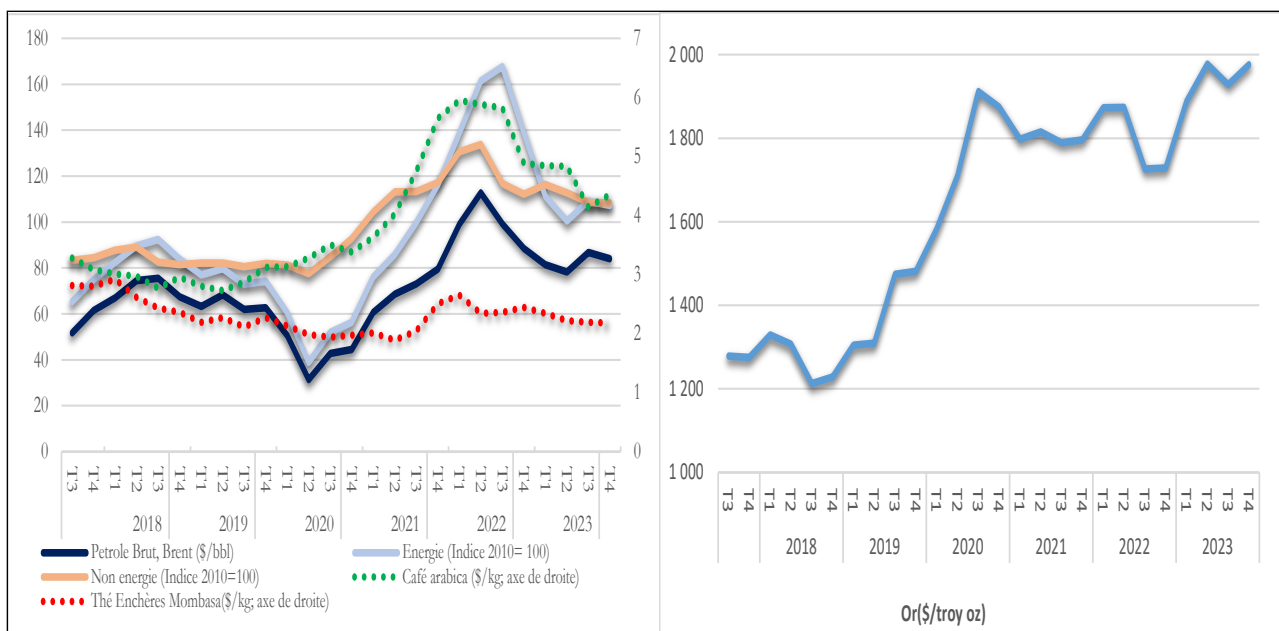
Les prix des matières premières ont globalement reculé au quatrième trimestre 2023. Le cours du pétrole a diminué de 3,2% par rapport au trimestre

précédent, passant de 86,8 à \$84,0/ baril. En glissement annuel, le cours a diminué de 5,0%. Les prix des produits non énergétiques ont globalement baissé, leur indice s'est établi à 108,2 contre 108,5 au trimestre précédent et 112,5 au même trimestre de 2022.

Le cours du thé aux enchères de Mombasa a baissé d'un trimestre à l'autre (-0,5%) et en glissement annuel (-10,5%), se fixant à \$2,18 /kg contre 2,19 et \$2,44/kg respectivement.

Le cours du café arabica a augmenté de 5,1% en glissement trimestriel (4,35 contre \$4,14 /Kg) tandis qu'il a baissé de 10,9% en glissement annuel.

Le prix de l'or a augmenté de 2,4%, se fixant à 1.976,0 contre \$1.929,0 /troy oz<sup>2</sup> au trimestre précédent. De même, par rapport au même trimestre de 2022, le prix de l'or a augmenté de 14,3%.



Source : Banque Mondiale, Prix des matières premières, février 2024

L'inflation continue à baisser dans l'ensemble des pays de l'OCDE au quatrième trimestre 2023, suite notamment à la diminution des cours internationaux des produits de base et à la politique monétaire restrictive menée pour lutter contre l'inflation.

L'inflation a reculé aux Etats-Unis d'Amérique (3,2 contre 3,5%) et dans la plupart des pays de la Zone euro,

notamment en Allemagne (3,6 contre 5,6%), en France (3,7 contre 4,7%) et au Royaume-Uni (4,4 contre 6,3%).

L'inflation a également reculé dans les pays émergents et en développement, notamment en Inde (4,8 contre 6,4%), en Afrique du Sud (5,0 contre 5,6%) tandis que la Chine a enregistré une déflation au quatrième trimestre comme au trimestre précédent (-0,3 contre -0,1%).

<sup>2</sup> Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés, émergents et en développement (en %)

	Glissement annuel		
	T4-2022	T3-2023	T4-2023
États-Unis	7,1	3,5	3,2
Japon	3,8	3,2	nd
Allemagne	8,6	5,6	3,6
France	6,1	4,7	3,7
Royaume-Uni	9,4	6,3	4,4
OCDE - Total	10,1	6,4	5,9
Chine	1,8	-0,1	-0,3
Inde	5,7	6,4	4,8
Afrique du Sud	7,7	5,6	5,0

Source : OCDE, *principaux indicateurs économiques*, février 2024

### 1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du quatrième trimestre 2023, la plupart des banques centrales des pays développés ont poursuivi le resserrement de leurs politiques monétaires estimant que les tensions inflationnistes persistent malgré la tendance baissière de l'inflation.

La Réserve Fédérale Américaine (FED), déterminée à ramener l'inflation à son objectif de 2,0% et à atteindre un maximum d'emplois, a décidé de maintenir la fourchette cible des taux des fonds fédéraux en vigueur depuis le troisième trimestre 2023, à 5,25 et 5,50%. Le FOMC<sup>3</sup> estime que l'inflation, bien qu'elle soit atténuée, reste élevée.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a gardé inchangé le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 4,50%, celui de facilité de prêt marginal à 4,75% et celui de facilité de dépôt à 4,00%. Ces niveaux sont suffisamment restrictifs pour assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2,0% à moyen terme.

Toutefois, la Banque Centrale du Japon (BOJ) a continué de mener une politique globalement accommodante. La Banque a maintenu un taux d'intérêt négatif (-0,1%) sur les soldes des comptes courants détenus par les institutions financières auprès de la Banque.

<sup>3</sup> Federal Open Market Committee : c'est un organe de la Réserve Fédérale en charge des décisions de politique monétaire

## 1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA-5<sup>4</sup>

L'activité économique dans les pays de la CEA reste globalement résiliente malgré les effets de guerre russo-ukrainienne qui ont perturbé les économies. Les perspectives économiques régionales du FMI d'octobre 2023 montrent que la croissance économique de la CEA-5 devrait décélérer en 2023, à 5,0 contre 5,2% en 2022, une croissance qui reste

forte comparativement à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,3 contre 4,0% en 2022). Ce ralentissement est en lien avec la persistance des facteurs de vulnérabilité, notamment l'inflation élevée dans certains pays, la hausse des taux d'intérêt mondiaux, la pression sur les taux de change et la pénurie de financement.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA-5 (en %)

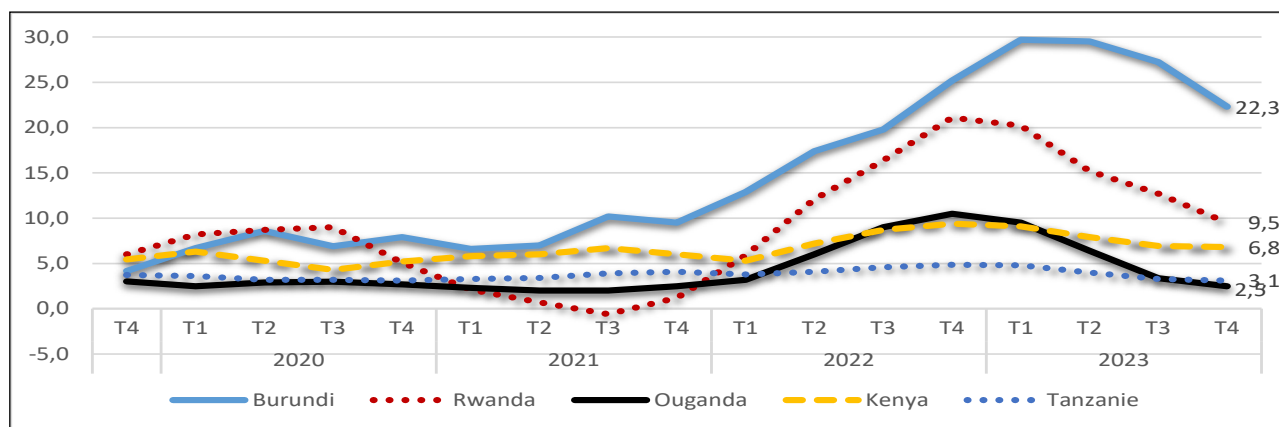
	2019	2020	2021	2022	2023(P)	2024(P)
Burundi	4,5	0,3	3,1	1,8	2,8*	4,2*
Rwanda	9,5	-3,4	10,9	8,2	6,2	7,0
Ouganda	7,8	-1,2	5,7	6,4	4,6	5,7
Tanzanie	7,0	4,8	4,9	4,7	5,2	6,1
Kenya	5,1	-0,3	7,6	4,8	5,0	5,3
CEA	6,4	0,9	6,6	5,2	5,0	5,7
AfSS	-1,7	4,8	3,9	3,6	4,2	

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, octobre 2023*

Au cours du quatrième trimestre 2024, l'inflation a continué sa tendance baissière dans l'ensemble des pays de la CEA. La Tanzanie (3,1 contre 3,3%), l'Ouganda (2,5 contre 3,4%) et le Kenya (6,8 contre 6,9%) ont enregistré des

niveaux d'inflation en dessous du critère de convergence macroéconomique (8,0%) tandis que les taux d'inflation du Burundi (22,3 contre 27,2 %) et du Rwanda (9,5 contre 12,7%) demeurent supérieurs à ce critère.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

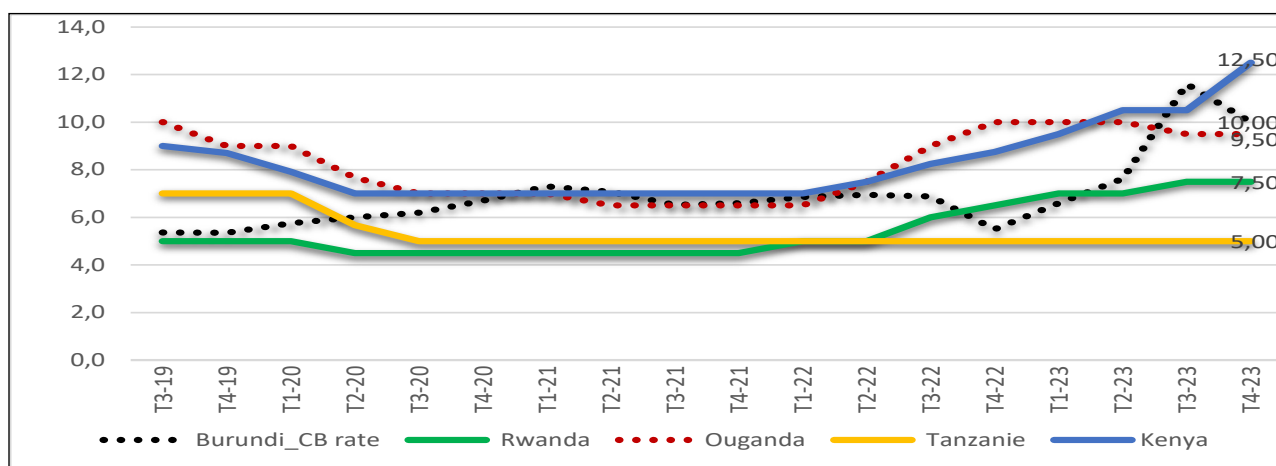
<sup>4</sup> Les données sur le Soudan du Sud, la Somalie et la RDC ne sont pas incluses

\* Les données sur le Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de janvier 2024

Au cours du quatrième trimestre 2023, les banques centrales des pays de la CEA ont continué à mener une politique monétaire restrictive dans un contexte de persistance de pressions inflationnistes malgré les signes d'assouplissement. La Banque Centrale du Kenya a augmenté son taux directeur, de 10,50 à 12,50%, affirmant que la dépréciation du taux

de change exerçait une pression à la hausse sur les prix intérieurs. Les taux directeurs de la Tanzanie (5,00%), du Rwanda (7,50%) et de l'Ouganda (9,50%) ont été maintenus à leur niveau du trimestre précédent. La Banque de la République du Burundi a adopté, en décembre 2023, le taux directeur, qui a été fixé à 10,00%.

Graphique 3 : Taux directeur des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA se sont fortement dépréciées à la fin du quatrième trimestre 2023, dépassant, pour la plupart, la limite du critère<sup>5</sup> de convergence ( $\pm 5,0\%$ ). Néanmoins, le Shilling Ougandais a enregistré de faibles taux de dépréciation.

Ces fortes pressions sur les taux de change sont principalement liées aux facteurs extérieurs, notamment le resserrement des conditions de financement international et la détérioration des termes de l'échange.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
déc-22	2 063,45	1 070,71	3 715,69	2 308,89	123,37
sept-23	2 842,53	1 214,91	3 757,3	2 481,76	148,10
déc-23	2 856,11	1 263,93	3 782,22	2 506,03	156,46
var. % trim.	0,5	4,0	0,7	1,0	5,6
var. % annuel	37,8	13,5	1,1	7,5	20,0

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

<sup>5</sup> Ce critère est convenu dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change de la CEA

## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2023, la production du thé sec a diminué de 6,1% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 2.369,6 à 2.224,3 tonnes, suite à la mauvaise pluviosité. De même, la production du café vert a fortement diminué de 46,1%, s'établissant à 3.130,0 contre 5.810,7 tonnes à la même période de 2022, en liaison avec la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle a baissé de 3,9% au quatrième trimestre 2023, passant de 189,2 à 181,7 suite essentiellement au fléchissement de la production des industries alimentaires (-4,8%), spécialement la production de sucre (-47,2%) et de cigarettes (-2,5%) partiellement contrebalancée par l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+9,8%). De même, par rapport au trimestre précédent, cet indice a fléchi de 11,9%, passant de 206,3 à 181,7, principalement en liaison avec la baisse de la production des boissons de la BRARUDI (-4,1%), de sucre (-43,6%), de cigarettes (-6,7%) et de savons (-18,9%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 19,5% au quatrième trimestre 2023, en glissement annuel, passant de 72.603 à 86.746 Mégawatts, en liaison spécialement avec l'augmentation de la production des centrales hydroélectriques de RWE GURA, RUZIBAZI et celle de RUSUMO opérationnelle depuis novembre 2023.

De même, par rapport au trimestre précédent, elle a augmenté de 6,4%.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 49,8% en glissement annuel, suite essentiellement à la hausse des importations de clinker. De même, par rapport au trimestre précédent, ce volume a augmenté de 69,4%, en rapport avec l'accroissement des importations de clinker.

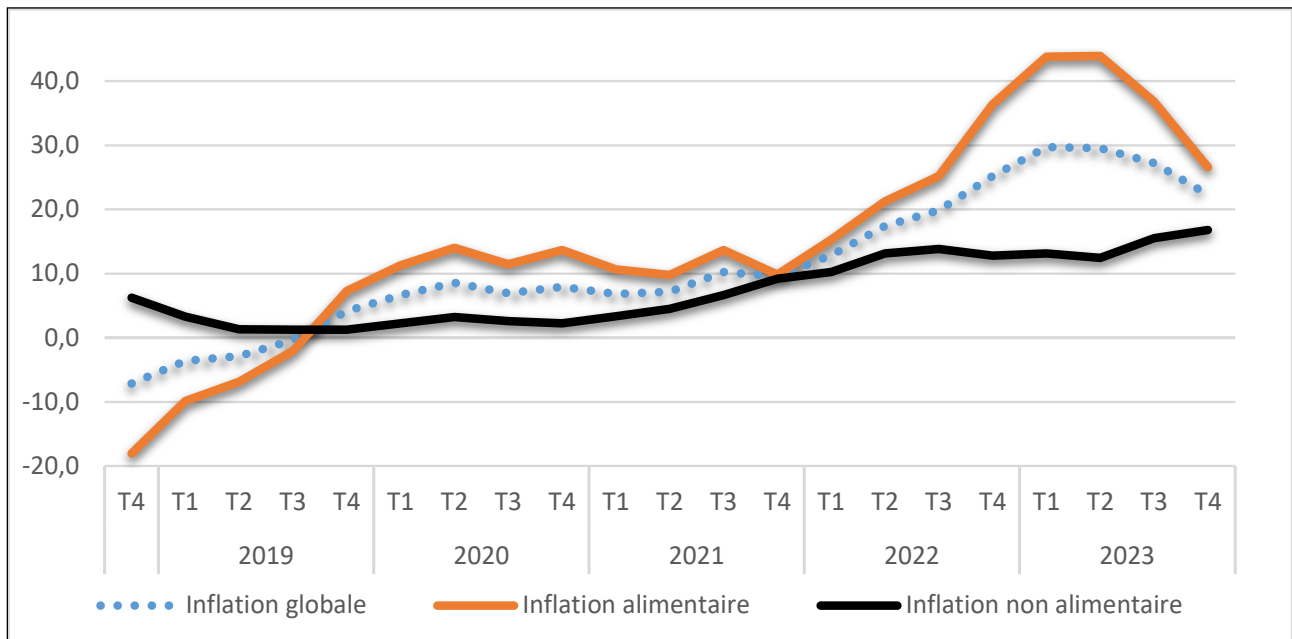
A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 5,0% en glissement annuel, passant de 55.823 à 58.593 passagers et a baissé de 12,4% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs s'est accru en glissement annuel (+8,6%) et d'un trimestre à l'autre (+5,7%).

S'agissant des prix à la production, l'indice des prix à la production agricole a augmenté de 21,4% au mois de décembre 2023 contre 23,3% au même mois en 2022. Cette hausse a porté essentiellement sur les prix des produits de la famille des cultures industrielles/exportations (41,6 contre 14,7%), des tubercules et racines (23,8 contre 19,9%), des produits de la pêche coutumière et artisanale (69,8 contre 20,3%) et dans une moindre mesure sur les prix des légumineuses (15,0 contre 54,9%), des produits des plantes oléagineuses (7,6 contre 30,4%), des porcins (10,4 contre 29,6%) et des sous-produits de l'élevage (25,3 contre 12,6%).

Quant aux prix à la consommation, le taux d'inflation s'est établi à 22,3% au quatrième trimestre 2023, en diminution par rapport à celui du trimestre correspondant de 2022 (25,2%). Cette baisse a porté sur l'inflation alimentaire

(26,6 contre 36,4%) tandis que l'inflation non alimentaire a augmenté (16,8 contre 12,8%). Comparée au trimestre précédent, l'inflation a également reculé (22,3 contre 27,2%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

Les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2024 (4,2 contre 2,8%) en

2023, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (4,2 contre 1,5%), secondaire (5,8 contre 4,7%) et tertiaire (3,5 contre 2,7%).

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024(Proj)
Croissance du PIB réel	0,3	3,1	1,8	2,8	4,2
Secteur primaire	0,4	4,7	-1,5	1,5	4,3
Secteur secondaire	11,3	2,1	2,7	4,7	5,8
Secteur tertiaire	-3,4	2,5	3,2	2,7	3,5
2. Inflation	-0,7	7,5	8,3	9,2	

Source : Cadrage macroéconomique, janvier 2024



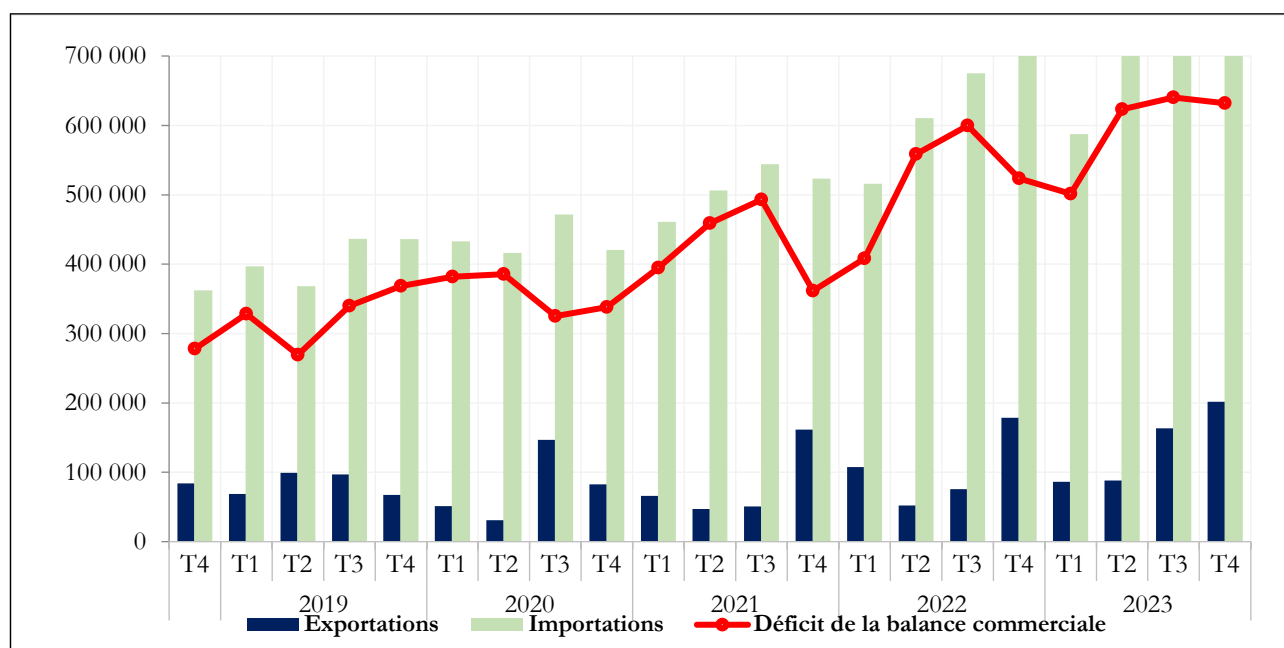
## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé, s'établissant à 632.196,8 MBIF au quatrième trimestre 2023 contre 523.524,2 MBIF à la même période de l'année 2022. Ce creusement du déficit est expliqué par une hausse

plus importante des importations (de 702.264,6 à 833.957,0 MBIF) que celle des exportations (de 178.740,4 à 201.760,2 MBIF). Le taux de couverture commerciale s'est établi à 24,2% contre 25,5% au quatrième trimestre 2022.

Graphique 5 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Au quatrième trimestre 2023, les exportations totales ont progressé de 12,9%. Cette hausse a porté sur les exportations des produits primaires (+8,7%) et des produits manufacturés (+27,7%). L'accroissement des exportations des produits primaires a porté principalement sur les exportations de l'or non monétaire (+82,8%).

Par contre, les exportations du café (-45,0%) et du thé (-6,4%) ont baissé.

Concernant les exportations des produits manufacturés, leur hausse a essentiellement porté sur les cigarettes (+48,6%) et les bières (+1,8%), alors que celles de la farine de blé ont diminué (-35,2%).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T4-2022	T3-2023	T4-2023
1. Produits primaires	139 424,0	114 310,2	151 550,0
dont: Café	70 524,7	9 766,0	38 766,2
Thé	10 915,3	10 756,4	10 214,0
Minerais de Niobium	2 069,8	3 902,9	0,0
Or	55 112,6	86 790,1	100 757,1
2. Produits manufacturés	39 316,5	49 198,3	50 210,2
dont: Cigarettes	5 443,4	8 087,7	8 087,3
Bières	6 386,0	4 951,9	6 500,8
Farine de blé	6 821,1	6 785,2	4 423,4
EXPORTATIONS TOTALES	178 740,4	163 508,5	201 760,2

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations totales ont augmenté de 18,8% au quatrième trimestre 2023 par rapport à celles de la même période de 2022, s'établissant à 833.957,0 contre 702.264,6 MBIF. Cette hausse a porté, sur les biens de production (+10,9%), les biens de consommation (+24,8%) et ceux d'équipement (+35,6%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T4-2022	T2-2023	T4-2023
1. Biens de production	394 633,9	373 540,9	437 785,9
dont: Huiles minérales	192 165,2	201 772,1	202 292,3
Métallurgie	37 028,8	34 554,2	31 836,8
Alimentation	43 329,1	45 693,5	43 558,9
Construction	29 035,6	38 148,2	34 718,9
Agriculture et élevage	57 181,4	19 535,4	93 655,9
2. Biens d'équipement	112 165,1	156 935,8	152 143,0
dont: Chaudières ,engins mécaniques	36 902,9	42 681,0	42 997,2
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	23 528,4	29 731,8	24 254,1
Matériel électrique	22 095,2	51 187,7	54 112,1
3. Biens de consommation	195 465,6	273 501,8	244 028,1
dont: Alimentaires	54 230,7	86 306,3	91 062,3
Pharmaceutiques	32 127,8	25 160,8	29 643,3
Véhicules	21 453,0	31 960,9	21 740,5
Textiles	17 143,0	33 965,3	13 859,0
TOTAL	702 264,6	803 978,5	833 957,0

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'augmentation des importations de biens de production a, principalement, résulté de la hausse des importations des huiles minérales (5,3%), et de biens de production destinés à la construction (19,6%) ainsi qu'à l'agriculture et élevage (+63,8%). Par contre, les importations des biens destinés à la métallurgie ont diminué de 14,0%.

L'accroissement des importations de biens d'équipement a porté sur les chaudières, engins mécaniques (+16,5%) et sur le matériel électrique (+144,9%) et sur les tracteurs, véhicules et engins/transport (3,1%).

La hausse des importations de biens de consommation a concerné les biens alimentaires (67,9%) et les véhicules (1,3%). En revanche, les importations des biens pharmaceutiques (-7,7%) et les textiles (-19,2%) ont baissé.

## 2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2023 s'est soldée par un déficit du compte courant de 358.113,8 contre 280.382,4 MBIF au même trimestre de l'année 2022. Ce déficit s'est traduit par celui du compte des biens (539.156,8 contre 397.498,6 MBIF), du compte des services, (137.960,5 contre 154.743,2 MBIF) et celui des revenus primaires (12.305,47 contre 11.764,4 MBIF), partiellement atténué par l'excédent du compte des revenus secondaires (331.309,0 contre 283.623,8 MBIF).

Par contre, l'excédent du compte capital s'est amélioré au quatrième trimestre 2023, passant de 92.631,6 à 181.425,7 MBIF, grâce aux encaissements des dons projets (189.133,2 contre 86.320,7 MBIF).

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T4-2022	T4-2023
COMPTE COURANT	-280 382,4	-358 113,8
Crédit	553 403,6	719 062,7
Débit	833 786,0	1 077 176,5
Biens	-397 498,6	-539 156,8
Exportations FOB	197 448,2	227 799,3
Importations FOB	594 946,8	766 956,2
Services	-154 743,2	-137 960,5
Crédit	43 473,3	113 857,3
Débit	198 216,5	251 817,7
Revenus primaires	-11 764,4	-12 305,5
Crédit	15 287,0	25 255,8
Débit	27 051,4	37 561,3
Revenus secondaires	283 623,8	331 309,0
Crédit	297 195,0	352 150,3
Débit	13 571,2	20 841,3
COMPTE DE CAPITAL	92 631,6	181 425,7
Crédit	92 893,9	189 133,2
Débit	262,3	7 707,4
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-187 750,8	-176 688,0
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-239 849,9	-54 877,9
Investissements directs	-13 444,3	-23 911,4
Acquisition nette d'actifs financiers	2 059,9	71,9
Accroissement net de passifs	15 504,2	23 983,3
Investissements de portefeuille	-3 564,7	-5 537,5
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	3 564,7	5 537,5
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-227 692,6	-131 118,2
Acquisition nette d'actifs financiers	-20 752,8	180 360,2
Accroissement net de passifs	206 939,8	311 478,4
Avoirs de réserves	4 851,6	105 689,3
ERREURS ET OMISSIONS	-52 099,1	121 810,1

Source : BRB

L'allègement du déficit du compte des services a résulté, principalement, de l'augmentation des recettes nettes reçues au titre des services fournis aux administrations publiques étrangères (54.966,2 contre 7.859,1 MBIF).

Cependant, le déficit des services de transport s'est creusé (158.515,1 contre 130.387,1 MBIF).

La hausse de l'excédent des revenus secondaires est imputable en grande partie à l'augmentation des transferts

privés de 39,1%, à 299.256,6 contre 215.085,0 MBIF au même trimestre de l'année précédente, alors que les transferts courants nets au profit de l'administration publique ont baissé de 35,8%, passant de 68.082,8 à 43.736,1 MBIF.

Les transactions enregistrées dans le compte financier au quatrième trimestre 2023 font ressortir un solde déficitaire de 54.877,9 MBIF, après un déficit de

239.849,9 MBIF au même trimestre de l'année précédente. Ce déficit a porté en grande partie sur le compte des autres investissements, notamment sous forme de prêts (131.118,2 contre 227.692,6 MBIF) et des crédits commerciaux (168.058,6 contre 238.622,9 MBIF).

Concernant les avoirs de réserves, ils ont progressé de 105,689.3 MBIF au quatrième trimestre 2023 contre 4.851,6 MBIF au quatrième trimestre de 2022.

## 2.3. Finances et dette publiques

### 2.3.1. Finances publiques

Le déficit budgétaire s'est davantage creusé au quatrième trimestre 2023 par rapport au même trimestre de 2022, s'établissant à 104.023,0 MBIF contre 3.690,9 MBIF. Cette détérioration est expliquée par une forte augmentation des dépenses (+347.126,9 MBIF) qui l'emporte sur l'augmentation des recettes (+246.794,9 MBIF). Ce déficit a été financé par un endettement net intérieur de 132.649,5 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, le déficit budgétaire (dons inclus) a diminué (104.023,0 MBIF contre 217.560,8 MBIF). En glissement annuel, les recettes courantes se sont améliorées au

quatrième trimestre 2023 (+38,6%), s'élevant à 516.754,4 MBIF contre 372.772,0 MBIF et les dons en capital ont augmenté de 119,1%, passant de 86.320,7 MBIF à 189.133,2 MBIF.

En glissement trimestriel, les recettes courantes ont augmenté de 49.632,7 MBIF en liaison avec l'augmentation des recettes non fiscales (+40.282,0 MBIF) et les recettes fiscales (+9.350,7 MBIF), grâce à la performance de l'OBR dans la collecte des impôts intérieurs sur les biens et services. De même, les dons en capital ont augmenté de 146.052,7 MBIF.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	4ème Trim.2022	3ème Trim.2023	4ème Trim.2023
A. RECETTES ET DONNS	459 092,7	510 202,2	705 887,6
a. Recettes courantes	372 772,0	467 121,7	516 754,4
b. Dons en capital	86 320,7	43 080,5	189 133,2
B. DEPENSES	462 783,6	727 763,0	809 910,5
a. Dépenses courantes	301 749,6	463 675,9	412 258,1
Salaires	144 462,8	213 921,0	202 969,1
b. Dépenses en capital	161 034,0	264 087,1	397 652,5
Sur ressources nationales	62 525,6	210 940,8	178 358,1
Sur prêts et dons extérieurs	98 508,4	53 146,2	219 294,4
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-3 690,9	-217 560,8	-104 023,0
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	-5 807,5	104 016,2	141 051,5
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	3 705,9	-6 979,2	8 402,1
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	-9 513,4	110 995,4	132 649,5
D. Erreurs et omission	9 498,4	113 544,6	-37 028,6

Source : MFBPE

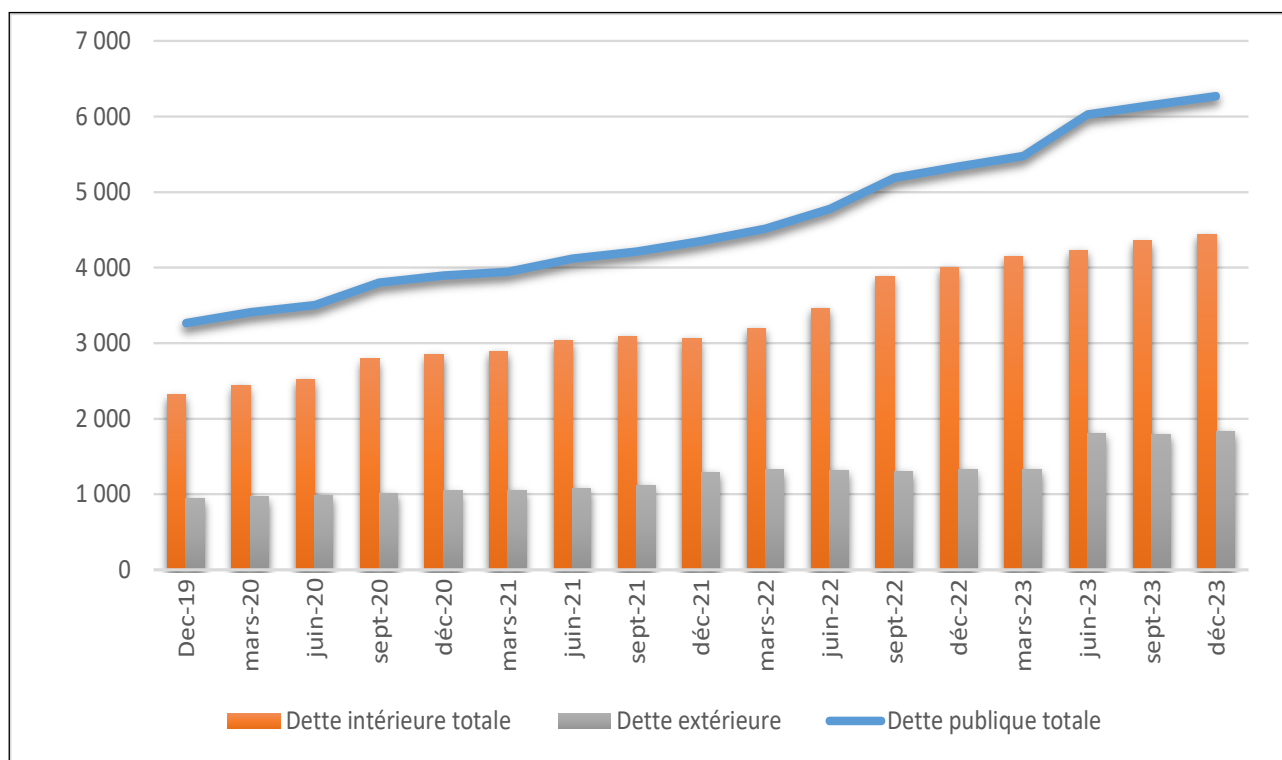
En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 75,0% au quatrième trimestre 2023, s'élevant à 809.910,5 MBIF. Cette augmentation a porté sur les dépenses en capital sur les ressources nationales (+115.832,4 MBIF), les dépenses en capital sur prêts et dons extérieurs (+120.786,0 MBIF), les dépenses d'achats de biens et services (+42.410,4 MBIF) et les salaires (+58.506,4 MBIF) consécutive à la mise en œuvre de la politique salariale équitable, ainsi que sur les subventions et autres transferts (+4.207,0 MBF).

Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont augmenté de 11,3%, en liaison avec l'augmentation des dépenses en capital (+133.565,4 MBIF) tandis que les subventions et autres transferts et les paiements d'intérêts sur la dette publique ont respectivement diminué de 24.993,3 MBIF et 1.112,6 MBIF.

### 2.3.2. Dette publique

La dette publique totale s'est accrue de 17,4% à fin décembre 2023, atteignant 6.270,4 contre 5.340,4 Mrds de BIF à fin décembre 2022. Cet accroissement a porté sur la dette intérieure (10,7%) et sur la dette extérieure (37,4%). Comparé à fin septembre 2023, le stock de la dette publique a légèrement augmenté de 1,8%. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 62,2 contre 57,9% à la même période de l'année précédente. Elle est restée au de-là de la limite maximale (50% du PIB), convenue dans les critères de convergence macroéconomiques de la CEA.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure a augmenté de 10,7% en glissement annuel, passant de 4.005,2 à 4.435,8 Mrds de BIF et s'est légèrement accrue de 1,9% par rapport au trimestre précédent. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 70,7% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 37,4%, en glissement annuel, passant de 1.335,1 à 1.834,6 Mrds de BIF en liaison avec les plus-values de réévaluation dues à la dépréciation du taux de change (505.829,6 MBIF) et les tirages (61.855,6 MBIF), partiellement contrebalancés par l'amortissement de la dette (68.254,8MBIF).

## 2.4. Secteur monétaire

### 2.4.1. Politique monétaire

Dans un contexte national marqué par la persistance des pressions inflationnistes, la BRB a maintenu au quatrième trimestre 2023 une politique monétaire restrictive visant à limiter l'accroissement de la masse monétaire dans le but de stabiliser les prix.

De ce fait, la BRB a introduit le taux directeur comme nouvel instrument de la politique monétaire et ce taux a été fixé à 10% pour le quatrième trimestre 2023. Le taux de facilité de prêt marginal est indexé par majoration de 2 points de pourcentage au taux directeur.

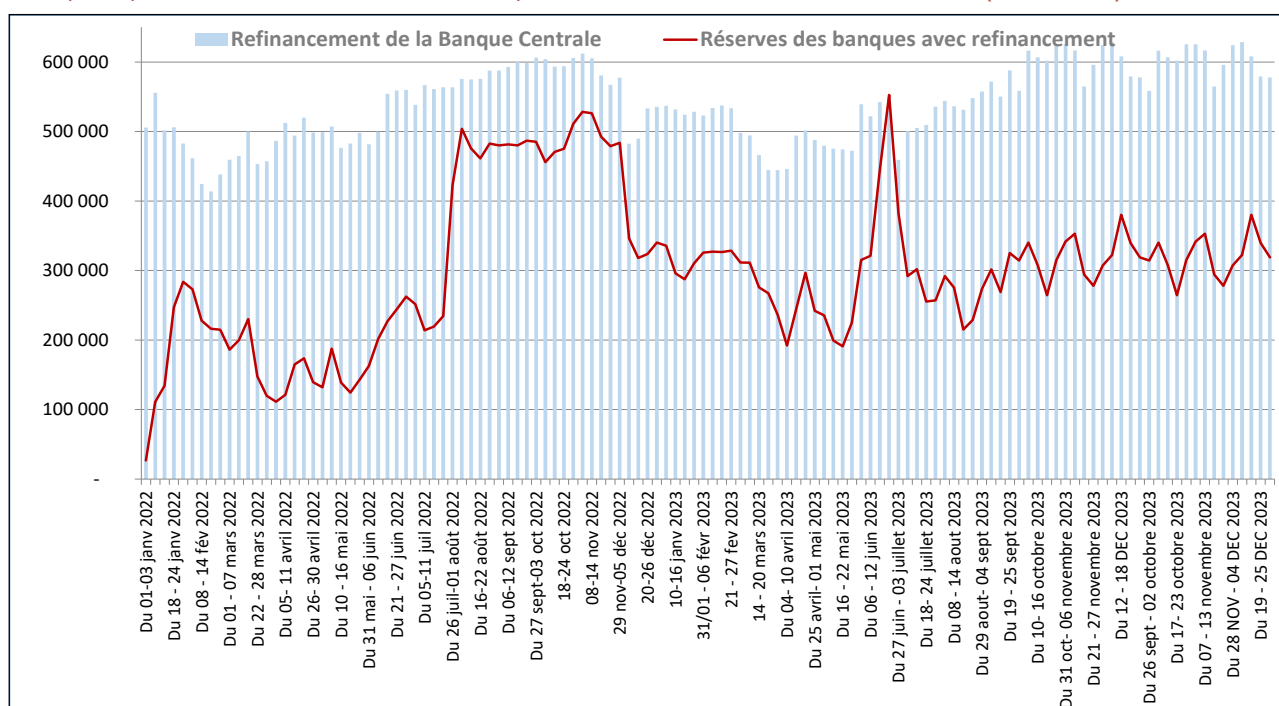
## 2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêt

### • Réserves des banques

En moyenne trimestrielle, les réserves des banques en BIF ont augmenté au quatrième trimestre de 2023 par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 321.161 contre 280.489 MBIF, tandis qu'elles ont diminué par rapport à celles du même trimestre de l'année précédente (458.566 MBIF).

L'encours du refinancement de la Banque Centrale aux banques commerciales (constitué uniquement de refinancements des secteurs porteurs de croissance) a augmenté, se fixant à 577.728 contre 532.871 MBIF au trimestre précédent et 527.224 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

### • Taux d'intérêt du marché monétaire

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont augmenté. En effet, le taux moyen de la facilité de prêt marginal a été de 12,00 contre 11,61% le trimestre précédent, suite à l'introduction du taux directeur comme nouvel instrument de la politique

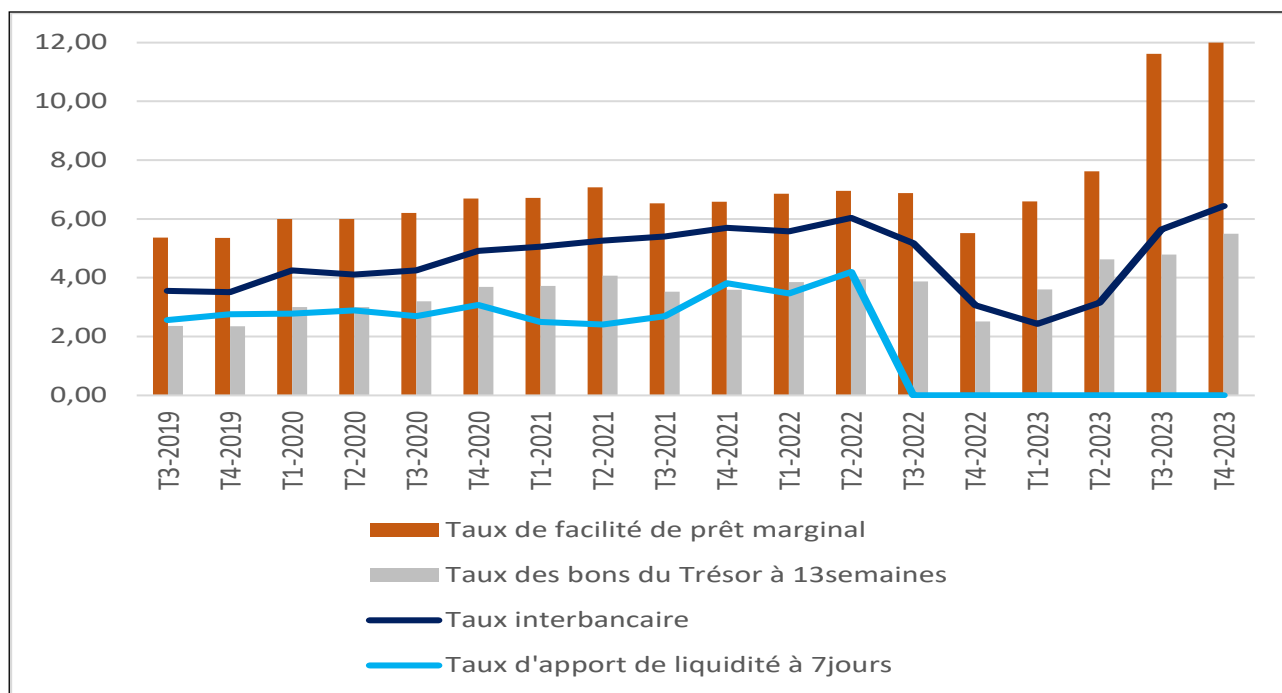
monétaire. Celui des bons du Trésor à 13 semaines est passé de 4,78 à 5,50%. De même, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 5,64 à 6,44%. Aucune opération d'apport de liquidité à 7 jours n'a été enregistrée au quatrième trimestre



2023, les opérations de refinancement ayant été limité à seule fenêtre de refinancement spécial des secteurs

porteurs de croissance, dont le taux est resté de 2,00%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

#### • Taux d'intérêt du secteur bancaire

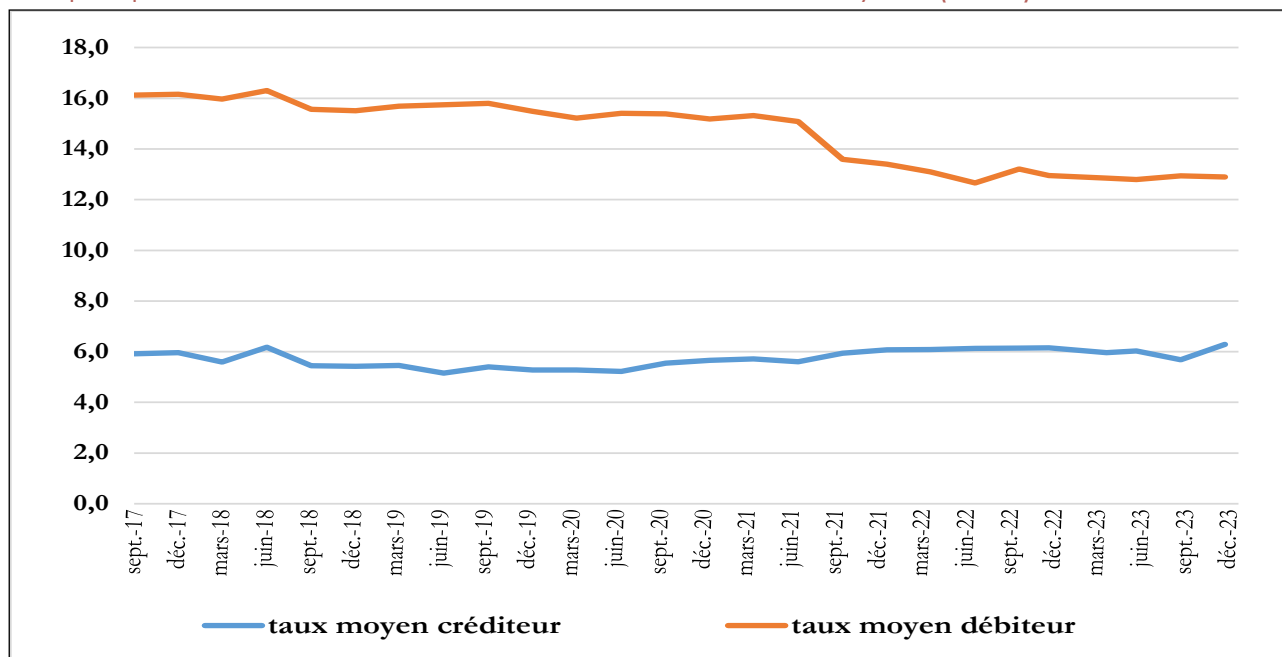
Au quatrième trimestre de 2023, le taux d'intérêt débiteur moyen pondéré sur l'encours des prêts octroyés par les banques commerciales a diminué, tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. Il s'est fixé à 12,87 contre 12,94% au troisième trimestre de 2023 et 12,90% un an plus tôt.

En glissement trimestriel, cette baisse a concerné les taux sur les crédits de moyen terme (12,02 contre 12,51%) tandis que les taux ont augmenté sur les crédits de court terme (14,29 contre 14,12%) et les crédits de long terme (11,49 contre 11,22 %).

En glissement annuel, la diminution de ce taux a également porté sur les taux des crédits de moyen terme (12,02 contre 12,73%) tandis que les taux sur les crédits de court terme (14,29 contre 13,81%) et de long terme (11,49 contre 11,37%) ont augmenté.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du quatrième trimestre 2023 a augmenté tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel (soit 13,82 contre 13,08 et 11,19% respectivement).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux créditeur a augmenté, en glissement trimestriel (6,13 contre 5,69) tandis qu'il a légèrement diminué par rapport à celui du trimestre correspondant de 2022 (6,16%).

En glissement trimestriel, l'augmentation du taux d'intérêt créditeur a porté sur le taux moyen de rémunération dépôts à terme (6,46 contre 5,98%) alors que le taux sur les dépôts à vue (3,55 contre 3,57%) et des comptes sur livrets (5,15 contre 5,18 %) a baissé.

En glissement annuel, la légère baisse du taux moyen créditeur est tirée par celui de rémunérations des dépôts à vue (3,55 contre 4,05%) tandis que le taux des dépôts à terme (6,46 contre 6,37%) et sur les comptes sur livrets (5,15 contre 5,04%) ont augmenté.

### 2.4.3. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a augmenté de 9,1%, s'établissant à 1.416,8 Mrds de BIF à fin décembre 2023 contre 1.298,9 Mrds à fin septembre 2023. Cette augmentation a porté sur les billets et pièces en circulation (12,2%), les dépôts des autres institutions de dépôts (6,3%) ainsi que sur les dépôts divers (7,7%). Au niveau de ses contreparties, cette variation a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (3,4%) et des avoirs extérieurs nets (7,2%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets relève de celle des autres postes nettes (7,1%) tandis que les créances nettes sur l'Etat ont diminué (-0,5%).

Tableau 11 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc.-22	sept.-23	déc.-23	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	674 447,9	654 947,4	734 642,4	12,2	8,9
dépôts des autres institutions de dépôts	389 336,4	479 257,3	509 610,6	6,3	30,9
dépôts des autres sociétés financières	11 924,7	9 531,5	5 436,4	-43,0	-54,4
dépôts divers	62 309,4	155 184,2	167 181,3	7,7	168,3
Base monétaire = Contreparties	1 138 018,4	1 298 920,4	1 416 870,7	9,1	24,5
avoirs extérieurs nets	-252 046,9	-701 824,7	-651 113,6	7,2	-158,3
avoirs intérieurs nets	1 390 065,3	2 000 745,2	2 067 984,3	3,4	48,8
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	689 619,0	983 183,5	977 822,6	-0,5	41,8
Autres créances	700 446,3	1 017 561,7	1 090 161,7	7,1	55,6

**Source : BRB**

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 24,5% et s'élevait à 1.416,8 Mrds de BIF à fin décembre 2023 contre 1.138,0 Mrds à fin décembre 2022. Cet accroissement est principalement lié à celui des dépôts des autres institutions de dépôts (30,9%), des billets et pièces en circulation (8,9%) et des dépôts divers (168,3%). Toutefois, les dépôts des autres sociétés financières ont diminué (-54,4%). Concernant ses contreparties, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 48,8%, tirés par l'augmentation des créances nettes sur l'administration

centrale (41,8%) et les autres créances (55,6%). Au contraire, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 158,3%.

La contribution trimestrielle à la croissance de la base monétaire est de 5,2 points de pourcentage des avoirs intérieurs nets et 3,9 points de pourcentage des avoirs extérieurs nets. Les origines de la variation annuelle de la base monétaire sont de 59,6 points de pourcentage pour les avoirs intérieurs nets et un effet restrictif de 35,1 points de pourcentage des avoirs extérieurs nets.

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin décembre 2023

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	3,9	-35,1
Avoirs intérieurs nets	5,2	59,6
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	-0,47	25,3
Autres créances	5,6	25,3
Base monétaire = Contreparties	9,1	24,5

**Source : BRB**

### 2.4.4. Masse monétaire et contreparties

A fin décembre 2023, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 2,9%, en glissement trimestriel s'établissant à 5.238,5 contre 5.090,1 Mrds de BIF à fin septembre 2023. Cette croissance a porté sur toutes ses composantes notamment la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (12,1%), les dépôts à vue (1,7%), les dépôts à terme et d'épargne (1,5%)

et les dépôts en devises des résidents (2,4%).

Quant à ses contreparties, les avoirs extérieurs nets se sont améliorés de 11,4% et les avoirs intérieurs nets ont légèrement augmenté de 0,1%. L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur les créances nettes sur l'administration centrales (3,9%) et les créances sur l'économie (3,1%), les autres postes nets ayant baissé de 32,2%.

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	déc.-22	sept.-23	déc.-23	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
circulation fiduciaire hors institutions de dépôts	565 046,5	576 492,5	646 042,0	12,1	14,3
Dépôts à vue	2 411 608,6	2 643 262,8	2 689 091,1	1,7	11,5
Dépôts à terme et d'épargne	1 235 637,5	1 292 415,4	1 311 496,7	1,5	6,1
Dépôts en devises des résidents	300 212,1	577 993,7	591 937,2	2,4	97,2
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	4 512 504,7	5 090 164,4	5 238 567,0	2,9	16,1
AEN	-561 926,3	-1 234 030,6	-1 093 884,2	11,4	-94,7
AIN	5 074 431,0	6 324 195,0	6 332 451,2	0,1	24,8
Crédit Intérieur	5 944 924,7	7 054 624,8	7 298 230,1	3,5	22,8
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2 532 697,6	2 854 521,3	2 966 610,2	3,9	17,1
Créances sur l'économie	3 412 227,1	4 200 103,5	4 331 619,9	3,1	26,9
Autres postes nets	-870 493,7	-730 429,8	-965 778,9	-32,2	-10,9

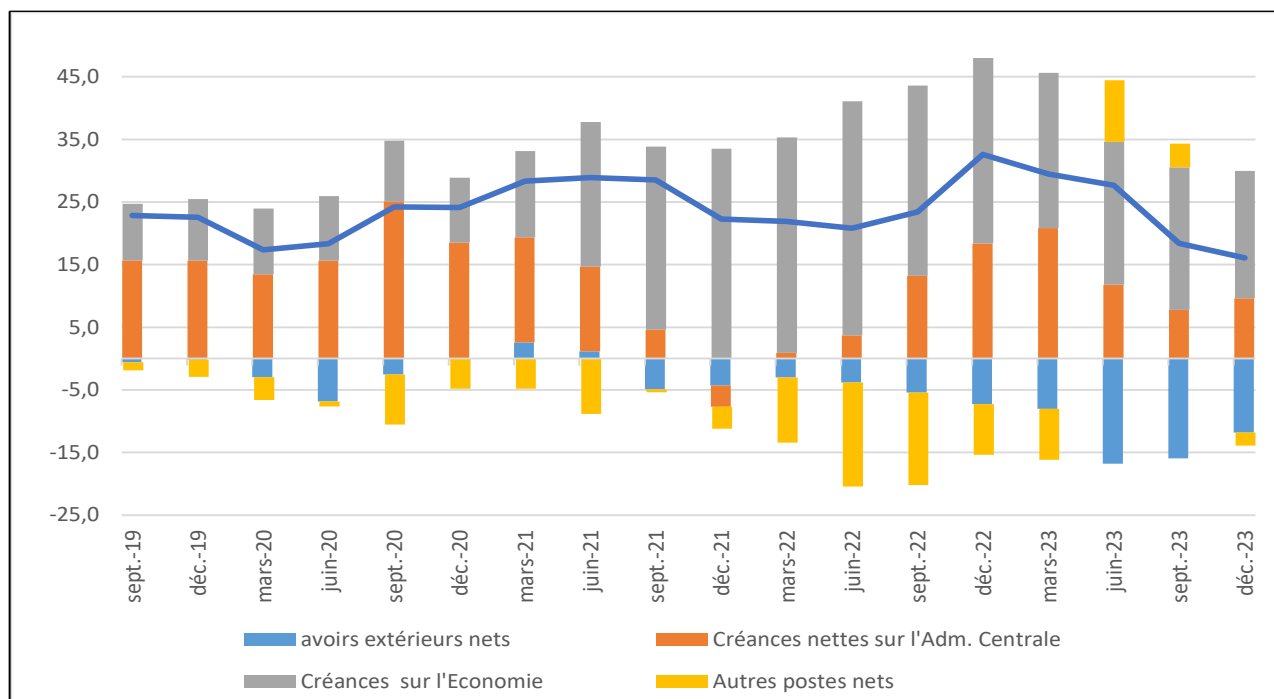
Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 16,1% à fin décembre 2023. Cet accroissement a porté sur toutes ses composantes de cet agrégat dont les dépôts à vue (11,5%), les dépôts à terme et d'épargne (6,1%), les avoirs en devises des résidents (97,2%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (14,3%). Au niveau de ses contreparties, son accroissement a résulté du crédit intérieur (22,8%) dont les créances nettes sur l'Etat (17,1%) et les créances sur l'économie (26,9%)

tandis que les avoirs extérieurs nets ont baissé (-94,7%).

En glissement trimestriel, la contribution à la croissance de M3 par ses contreparties a été de 0,2 point de pourcentage pour les avoirs extérieurs nets et de 2,8 points de pourcentage pour les avoirs intérieurs nets, avec 2,2 points des créances nettes sur l'Etat et 2,6 points des créances nettes sur l'économie. En revanche, les autres postes nets ont exercé un effet restrictif à la croissance de M3 de 4,6%.

## Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties



Source : BRB

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont exercé un effet restrictif à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 11,8 points de pourcentage tandis que les avoirs intérieurs nets y ont contribué positivement à raison de 27,9 points de pourcentage dont 9,6 points des créances nettes sur l'Etat et 20,4 points des créances nettes sur l'économie.

#### 2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire se sont améliorés en glissement trimestriel (56,4%) tandis qu'ils ont baissé en glissement annuel (-21,5%).

Tableau 14 : Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation (en %)	
	déc.-22	sept.-23	déc.-23	Trimestrielle	Annuelle
BRB	207,4	87,0	113,5	30,5	-45,3
dont: Réserves Officielles	176,2	56,4	95,0	68,5	-46,1
Banques commerciales	91,2	62,9	120,8	92,1	32,4
Total	298,6	149,8	234,3	56,4	-21,5

Source : BRB

A la fin du quatrième trimestre 2023, les réserves totales de change s'élevaient à 234,4 contre 149,8 MUSD à fin septembre 2023 et 298,6 à la même période de 2022.

En glissement trimestriel, cette amélioration a porté aussi bien sur les réserves de la Banque Centrale (30,5%) que sur celles des banques commerciales (92,1%). Au contraire, en glissement annuel, celles de la Banque Centrale ont baissé de 45,3% tandis que

celles des banques commerciales ont augmenté de 32,4%.

En termes de mois d'importation de biens et services, les réserves officielles de change couvraient 0,8 mois d'importations de biens et services contre 0,5 mois à fin du troisième trimestre 2023 et 1,8 mois à fin décembre 2022, la norme étant fixée à 4,5 mois d'importations de biens et services dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA.

## 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

A la fin du quatrième trimestre de 2023, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 22,7% en glissement annuel et de 7,1% en glissement trimestriel. Cet accroissement du bilan est tiré par la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. Le ratio de solvabilité a baissé sur une base annuelle.

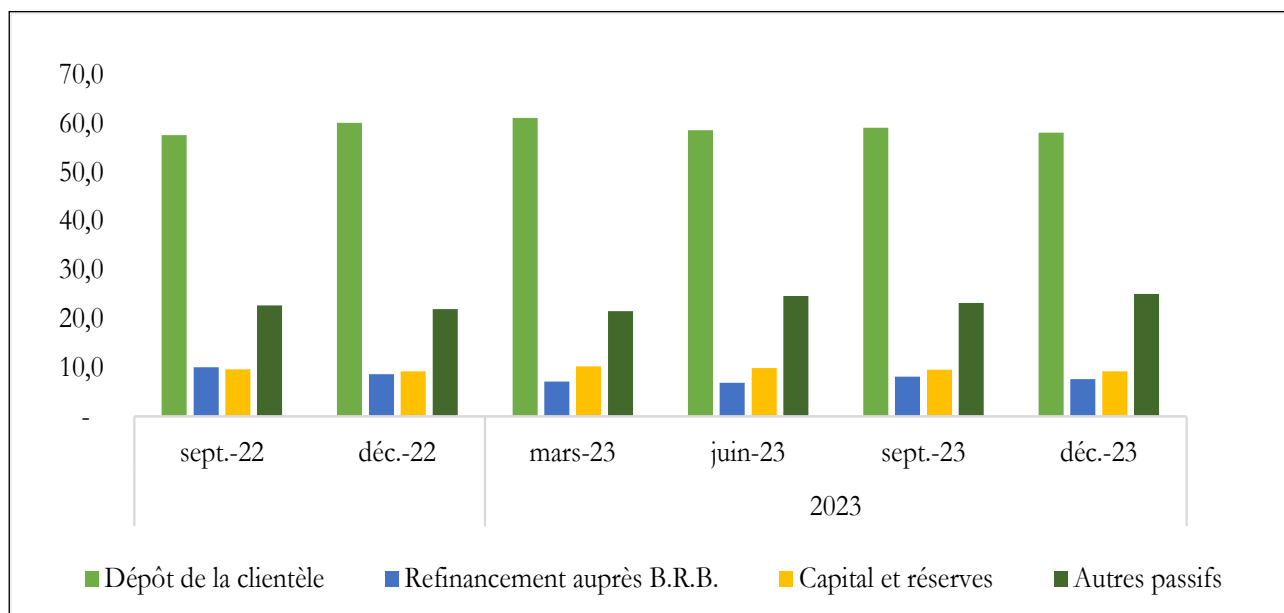
### 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

#### 2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 18,6% à fin

décembre 2023, s'établissant à 4.593,6 contre 3.874,8 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. De même, les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 8,6% en glissement annuel, s'établissant à 605,4 Mrds de BIF à fin décembre 2023 contre 557,3 Mrds de BIF à la période correspondante en 2022. D'une fin de trimestre à l'autre, les dépôts de la clientèle et les refinancements des établissements de crédit auprès de la BRB ont augmenté de 5,3% et 1,0%, respectivement.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)



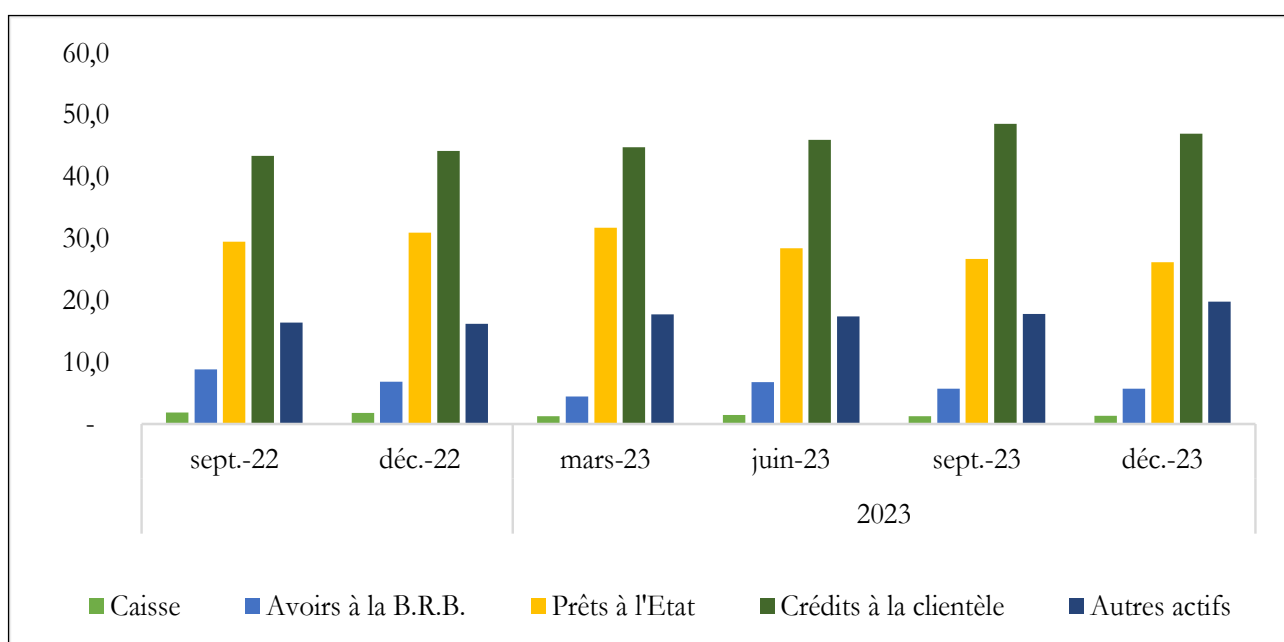
Source : BRB

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 30,5% en glissement annuel, s'établissant à 3.719,4 contre 2.850,1 Mrds de BIF à fin décembre 2022. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 3,7%. L'encours des Bons et Obligations du

Trésor a diminué de 2,4% en glissement annuel, s'établissant à 1.840,9 Mrds à fin décembre 2023 contre 1.885,4 Mrds de BIF à la période correspondante en 2022. Par contre, par rapport à fin septembre 2023, ils ont aussi augmenté de 5,2%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source : BRB

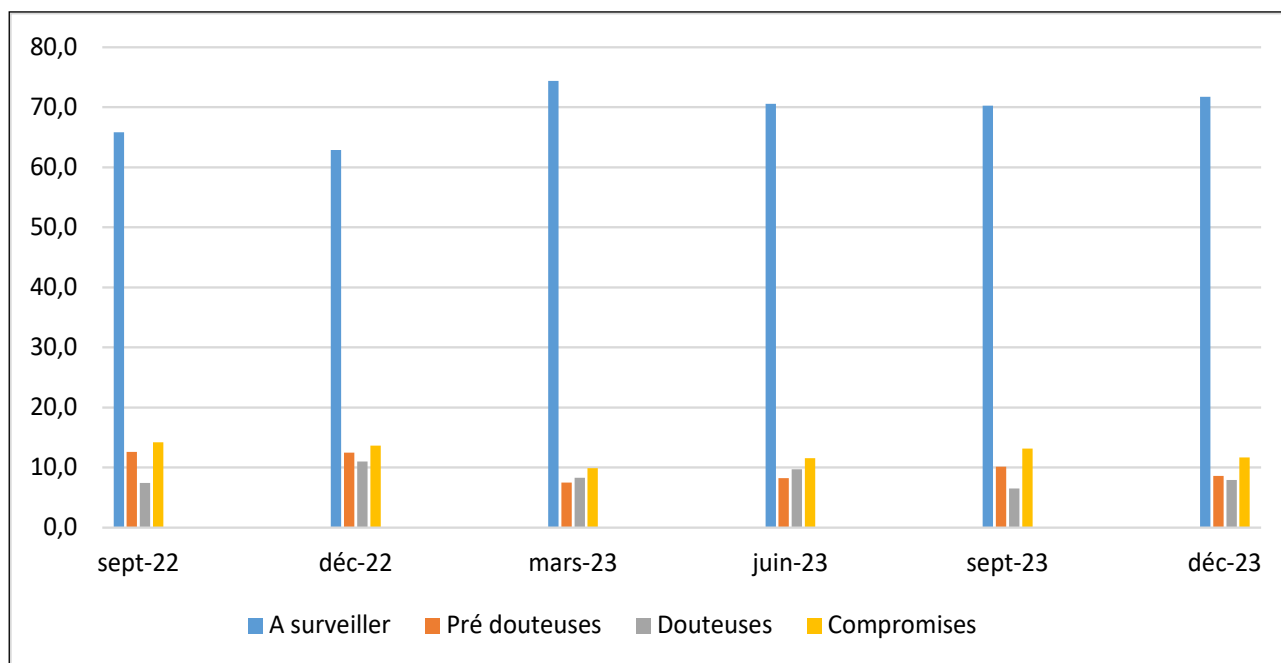
## 2.5.2. Stabilité Financière

### 2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées ont augmenté de 106,0% en glissement annuel et de 35,0% en glissement trimestriel. Elles se sont établies à 430.948,5 MBIF à fin décembre 2023 contre 209.168,3 MBIF en 2022. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a baissé de 8,9 points de

pourcentage sur une base annuelle et de 1,5 points de pourcentage sur une base trimestrielle, s'établissant à 29,7%. Les créances à surveiller se sont établies à 71,8% du total des prêts impayés à fin décembre 2023 contre 62,9% à fin décembre 2022.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits s'est légèrement détériorée, s'établissant à 3,3% à fin

décembre 2023 contre 2,7% à fin décembre 2022 et 2,6% à fin septembre 2023.



Graphique 14 : Ratio des prêts non performants

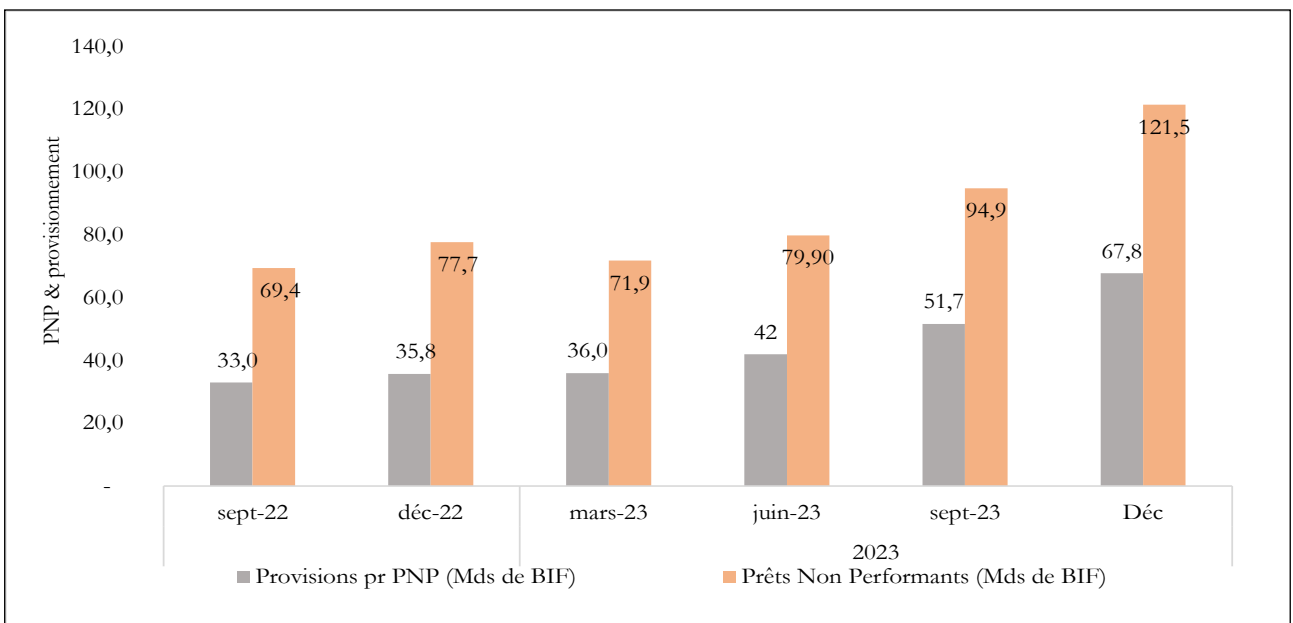


Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté, s'établissant à 52,6% au quatrième trimestre de 2023

contre 47,5% à fin décembre 2022. Ce ratio est resté stable par rapport à fin septembre 2023.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture (en %)



Source : BRB

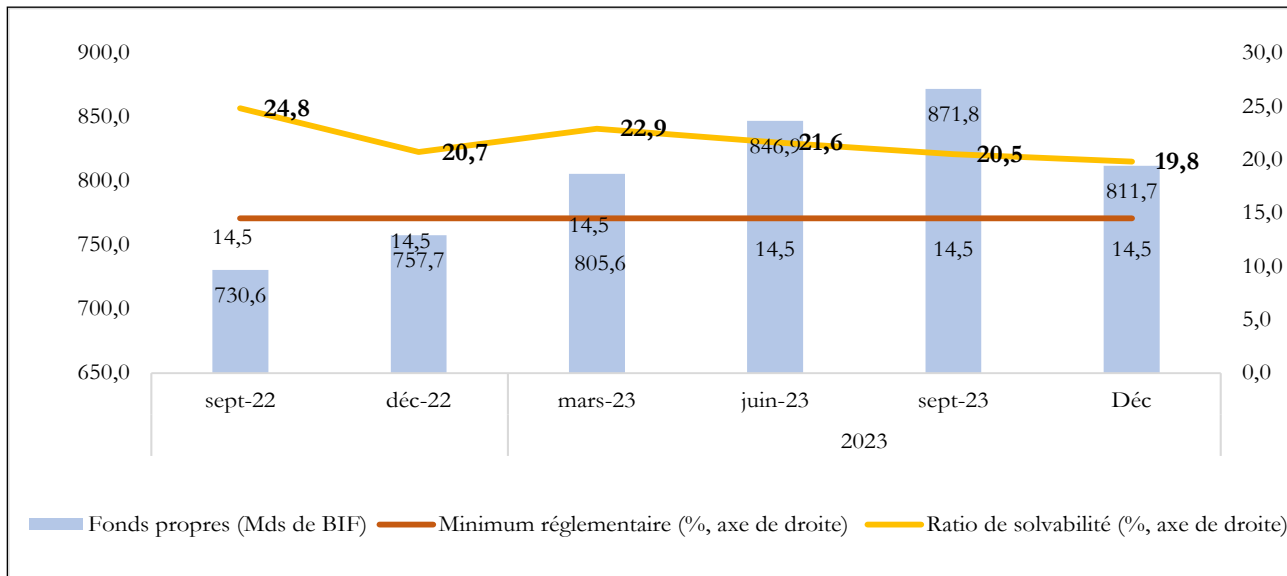
### 2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 20,3% en glissement annuel et de 4,6% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 911,7 Mrds de

BIF à fin décembre 2023 contre 757,7 Mrds de BIF à fin décembre 2022 et à 871,8 Mrds de BIF à fin septembre 2023. En glissement annuel, le ratio de solvabilité

globale a diminué, s'établissant de 24,8% à fin décembre 2022 et 20,5% à fin septembre 2023 contre 20,7% à fin décembre 2022 et 20,7% à fin septembre 2023.

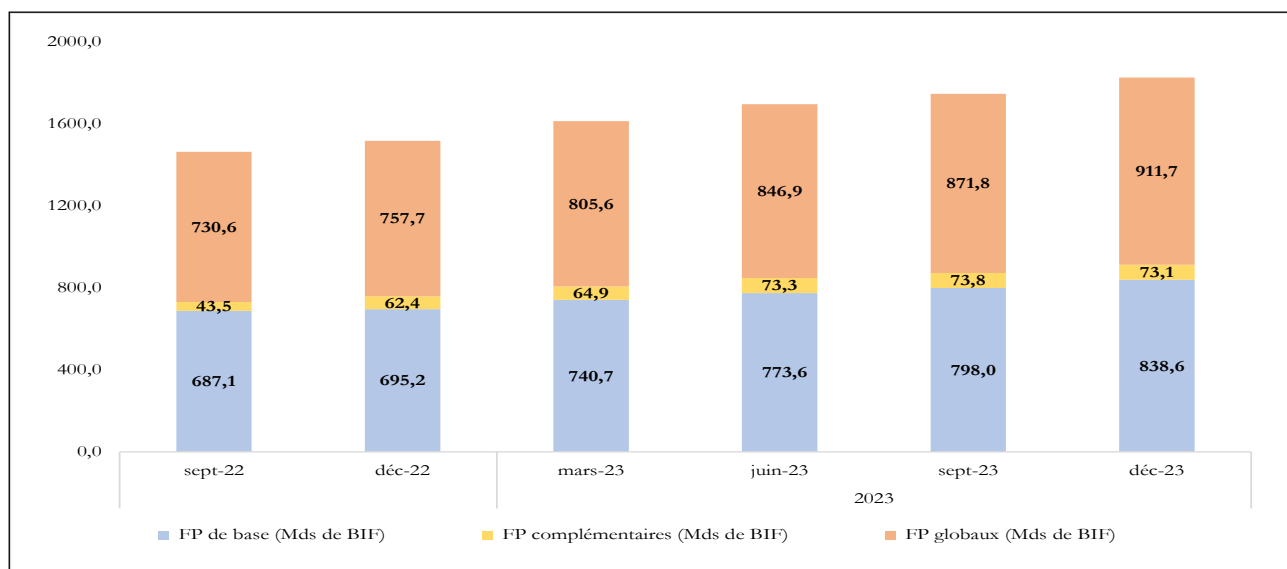
Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

A fin décembre 2023, les fonds propres de base ont augmenté de 20,6% sur une base annuelle, se fixant à 838,6 contre 695,2 Mrds de BIF à la même période de 2022. Ils ont augmenté de 5,1% par rapport à fin septembre 2023.

Graphique 17 : Structure des fonds propres (Mds de BIF)



Source : BRB

### 2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 17,1% en glissement annuel, se fixant à 476,4 Mrds de BIF à fin 2023 contre 406,8 Mrds de BIF à fin 2022. De même, le résultat net a augmenté de 2,6%, se fixant à 168,2 contre 164,0 Mrds de

BIF à fin décembre 2022. Toutefois, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant respectivement à 2,1 et 18,5% à fin décembre 2023 contre 2,5 et 21,6% à fin décembre 2022.

## MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Dans un contexte de faible croissance économique combinée à la persistance des pressions inflationnistes dues aux chocs tant internes qu'externes, la BRB reste engagée à poursuivre la mise en œuvre des réformes de la politique monétaire et de change visant à assurer la stabilité macroéconomique et du système financier du Burundi.

Au cours du trimestre précédent, la BRB a introduit le taux directeur comme nouvel instrument de la politique monétaire et ce taux a été fixé à 10,0% pour le quatrième trimestre 2023 et elle a indexé à ce taux, par majoration de 2 points de pourcentage, le taux de facilité de prêt marginal.

La BRB a également édicté une nouvelle réglementation de change et ses textes

d'application dans le but de libéraliser davantage le marché de change en vue de se préparer à la modernisation du cadre de politique monétaire.

Dans les perspectives, les actions prévues par la Banque de la République du Burundi sont :

- Mener une politique monétaire restrictive visant essentiellement à atténuer les pressions inflationnistes et assurer la stabilité du système financier ;
- Mettre en place de nouveaux instruments de politique monétaire ;
- Poursuivre le processus de libéralisation du marché de change pour accroître la disponibilité des devises sur le marché.

## ANNEXES

## Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2019	2020	2021	2022	2023(P)	2024(P)
<b>Secteur primaire</b>	<b>2,8</b>	<b>0,4</b>	<b>4,7</b>	<b>-1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>4,3</b>
- Agriculture vivrière	5,0	0,8	5,3	-1,7	1,5	4,0
- Agriculture d'exportation	-18,4	18,3	-14,1	7,5	0,7	12,1
- Café	-60,0	94,9	-61,9	46,1	-30,0	50,0
- Thé	9,0	-0,1	1,6	0,6	5,0	6,0
- Autres cultures d'exportation	-37,8	40,0	9,5	14,0	14,0	14,3
- Forêt	-2,5	7,0	0,4	2,3	3,0	4,0
- Elevage	-11,9	-22,7	15,1	-8,0	2,0	5,0
- Pêche	-2,5	7,0	1,9	2,8	3,0	4,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,1</b>	<b>11,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,7</b>	<b>4,7</b>	<b>5,8</b>
- Extraction	2,1	-0,9	1,2	-24,7	2,0	5,0
- Industries	0,5	5,0	-0,1	-0,1	2,1	3,1
- Industries agroalimentaires	0,6	4,3	0,5	2,1	2,2	2,7
- Industries Manufacturières	0,4	7,5	-2,5	-8,5	1,5	4,7
- Industries textiles	-8,4	11,4	0,6	-10,2	1,5	3,0
- Autres industries manufacturières	2,2	6,8	-3,1	-8,2	1,5	5,0
- Electricité, gaz et eau	-2,5	-5,8	11,7	12,0	10,0	11,5
- Construction	3,0	30,4	6,0	9,7	9,0	9,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>7,2</b>	<b>-3,4</b>	<b>2,5</b>	<b>3,2</b>	<b>2,7</b>	<b>3,5</b>
- Commerce	3,9	-5,5	2,2	-9,1	1,5	4,0
- Transport et communication	10,2	-23,6	16,9	0,4	3,4	6,0
- Transports	9,5	-23,6	28,7	-9,2	1,5	6,0
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	10,4	-23,6	12,7	4,2	4,0	6,0
- Banques et Assurances	27,7	-0,4	20,3	9,5	9,5	10,0
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	4,6	-41,6	6,8	10,0	10,5	11,0
- Administration publique	2,8	4,8	3,2	5,0	5,0	6,0
- Education	3,3	4,8	0,5	3,5	4,0	4,5
- Santé et action sociale	3,4	10,0	6,5	3,5	3,0	5,5
- Activités à caractère collectif ou personnel	3,8	0,4	-8,1	6,0	6,5	7,0
- Services domestiques	3,8	0,4	1,4	6,5	7,0	7,5
- SIFIM	3,8	-7,4	24,4	12,0	20,0	20,0
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>4,7</b>	<b>0,6</b>	<b>3,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2,8</b>	<b>4,2</b>
Impôts et Taxes	3,0	-1,7	3,5	2,7	2,8	4,2
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4,5</b>	<b>0,3</b>	<b>3,1</b>	<b>1,8</b>	<b>2,8</b>	<b>4,2</b>

Source: BRB

## Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5
janv-22	12,3	14,5	10,0
févr-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept-22	20,9	26,6	14,5
oct-22	22,1	29,7	13,7
nov-22	26,8	40,1	12,2
déc-22	26,6	39,4	12,5
janv-23	28,6	41,6	13,6
févr-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept-23	26,8	35,1	17,1
oct-23	26,6	34,4	16,8
nov-23	20,4	23,0	16,7
déc-23	20,1	22,4	16,9
juil-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept-23	26,8	35,1	17,1
oct-23	26,6	34,4	16,8
nov-23	20,4	23,0	16,7
déc-23	20,1	22,4	16,9

Source: BRB

## Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	16 678,81	203 891,80	323 639,82	-119 748,03

Source: BRB



## Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure			Total	Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Oblig.	Autres			
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 046 573,0	3 896 926,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 313 439,9	5 215 963,0
déc-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 334 152,7	5 339 434,6
janv-23	1 727 790,4	2 260 148,1	82 533,1	4 070 471,6	1 349 417,7	5 419 889,3
févr-23	1 726 427,9	2 284 962,7	125 109,4	4 136 500,0	1 342 169,0	5 478 669,0
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 255,3	4 147 052,7	1 330 085,1	5 477 137,8
avr-23	1 688 554,3	2 264 816,0	128 434,0	4 081 804,3	1 336 364,0	5 418 168,3
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	150 127,2	4 028 226,6	1 736 190,4	5 764 417,0
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	148 565,2	4 222 542,8	1 806 314,1	6 028 856,9
juil-23	1 864 453,7	2 200 478,2	150 738,4	4 215 670,3	1 817 185,2	6 032 855,5
août-23	1 927 524,0	2 203 955,1	143 576,2	4 275 055,3	1 801 894,4	6 076 949,7
sept-23	2 046 413,7	2 194 998,3	113 838,8	4 355 250,8	1 795 587,9	6 150 838,7
oct-23	1 971 570,7	2 311 689,5	139 371,4	4 422 631,6	1 822 883,9	6 245 515,5
nov-23	1 902 461,3	2 314 813,6	142 314,4	4 359 589,3	1 829 301,0	6 188 890,3
déc-23	2 004 680,5	2 284 995,2	146 156,7	4 435 832,4	1 834 613,6	6 270 446,0

Source: BRB

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
juil-21	148 433	331 211
août-21	158 500	345 544
sept-21	124 443	372 132
oct-21	132 806	388 070
nov-21	121 764	418 070
déc-21	129 044	485 559
janv-22	160 574	510 364
févr-22	232 936	434 483
mars-22	176 759	467 012
Avril-22	142 012	502 216
Mai-22	151 788	495 567
Juin-22	218 855	529 976
Juillet-22	268 470	558 653
Août-22	471 098	577 467
sept-22	482 703	596 238
oct-22	479 620	601 490
nov-22	502 335	588 164
déc-22	362 212	523 859
janv-23	317 082	530 213
févr-23	322 095	525 583
mars-23	283 037	469 096
avr-23	240 259	475 915
mai-23	228 574	483 536
juin-23	418 977	526 814
juil-23	288 775	502 000
août-23	254 672	541 749
sept-23	298 019	566 486
oct-23	312 928	606 989
nov-23	310 841	598 530
déc-23	339 713	609 298

Source: BRB

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

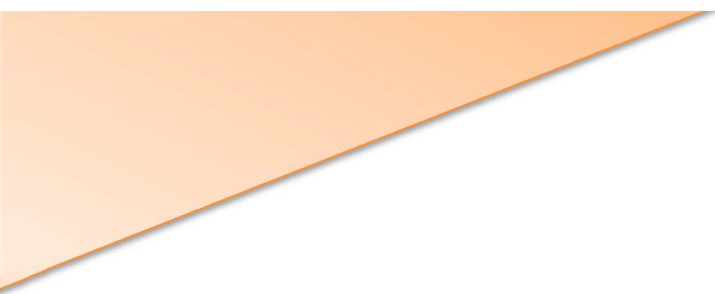
	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-22	5,30	6,95	3,20	3,95
févr-22	5,73	6,92	3,28	3,92
mars-22	5,71	6,85	3,91	3,85
Avril-22	6,03	6,94	3,68	3,94
Mai-22	5,96	6,96	4,45	3,96
Juin-22	6,11	6,95	4,46	3,95
Juillet-22	6,21	6,95	2,00	3,95
Août-22	5,64	6,95	2,00	3,95
22-sept	3,66	6,73	2,00	3,73
oct-22	3,50	5,93	2,00	2,93
nov-22	3,15	5,61	2,00	2,61
déc-22	2,52	5,00	2,00	2,00
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,86
août-23	5,83	12,00	2,00	4,50
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,99
oct-23	5,84	12,00	2,00	5,67
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,20
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,62

Source: BRB

## Annexe 7: Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	31/12/2022	30/09/2023	31/12/2023	Variation trimestrielle en %	Variation annuelle %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>6 447 758,9</b>	<b>7 388 069,5</b>	<b>7 910 837,7</b>	<b>7,1</b>	<b>22,7</b>
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	5 518 037,1	6 193 059,5	6 609 229,2	6,7	19,8
A. Actifs Liquides	2 667 918,2	2 604 822,4	2 889 871,4	10,9	8,3
Caisse	114 966,0	89 973,5	105 063,7	16,8	-8,6
B.R.B.	439 307,6	421 332,1	452 276,1	7,3	3,0
Avoirs auprès des banques et assimilés	117 099,7	118 411,6	263 429,6	122,5	125,0
Prêts à l'Etat	1 996 544,9	1 975 105,1	2 069 102,0	4,8	3,6
Bons, Obligations du Trésor	1 885 525,9	1 750 764,3	1 840 945,6	5,2	-2,4
Autres Titres	111 019,0	224 340,8	228 156,4	1,7	105,5
B. Crédits	2 850 118,9	3 588 237,1	3 719 357,7	3,7	30,5
Court terme	1 200 455,3	1 370 061,4	1 436 705,1	4,9	19,7
Moyen terme	670 916,8	975 113,6	999 391,6	2,5	49,0
Long terme	978 746,7	1 243 062,1	1 283 261,1	3,2	31,1
Crédits bail	0,0	0,0	0,0		
I.2. Actif Immobilisé	319 121,6	372 889,5	401 436,9	7,7	25,8
I.3. Autres emplois	610 600,2	822 120,6	900 171,6	9,5	47,4
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>6 447 758,9</b>	<b>7 388 069,5</b>	<b>7 910 837,7</b>	<b>7,1</b>	<b>22,7</b>
II.1. Principales ressources	5 003 183,8	5 815 854,0	6 245 651,1	7,4	24,8
Clientèle	3 874 758,6	4 363 958,1	4 593 604,1	5,3	18,6
dont 10 grands dépôts des banques	1 765 094,0	2 080 343,0	2 115 378,7	1,7	19,8
Refinancement auprès B.R.B.	557 316,7	599 376,8	605 389,1	1,0	8,6
Dettes envers banques et assimilés	571 108,5	852 519,1	1 046 657,9	22,8	83,3
II.2. Capital et réserves	596 850,4	707 875,3	728 591,7	2,9	22,1
II.3. Autres ressources	847 724,6	864 340,3	936 594,9	8,4	10,5
<b>III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>					
<b>Adéquation des fonds propres</b>					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	695 232,9	798 007,4	838 646,0	5,1	20,6
Fonds propres (en MBIF)	757 657,1	871 780,7	911 694,2	4,6	20,3
Risques pondérés	3 659 032,4	4 247 251,5	4 605 595,5	8,4	25,9
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,0	18,8	18,2	-3,1	-4,2
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	20,7	20,5	19,8	-3,5	-4,4
Ratio de levier (norme 5%)	10,8	10,8	10,6	-1,9	-1,7
<b>Concentration du portefeuille crédits</b>					
Grands risques	1 207 429,7	1 532 609,4	1 479 328,6	-3,5	22,5
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	42,4	42,7	39,8	-6,8	-6,1
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	44,2	48,6	47,0	-3,2	6,3
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	31,0	26,7	26,2	-2,0	-15,4
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	287,2	247,5	246,7	-0,3	-14,1
<b>Qualité du portefeuille crédits</b>					
Impayés	209 168,3	319 104,4	430 948,5	35,0	106,0
Créances à surveiller	131 464,1	224 205,6	309 417,4	38,0	135,4
Créances Non performantes	77 704,2	94 898,8	121 531,2	28,1	56,4
Créances pré douteuses	26 087,2	32 243,8	37 111,9	15,1	42,3
Créances douteuses	23 049,3	20 789,5	33 982,9	63,5	47,4
Créances compromises	28 567,6	41 865,5	50 436,4	20,5	76,6
Dépréciations	35 778,7	51 663,0	67 845,9	31,3	89,6
Taux des prêts non performants	2,7	2,6	3,3	24,8	21,0
Taux d'impayés	7,3	8,9	11,6	30,4	58,1
Taux de provisionnement	46,0	54,4	55,8	2,5	21,2
<b>Liquidité</b>					
Coefficient de liquidité en BIF	169,2	165,0	173,8	5,4	2,7
Coefficient de liquidité en devises	161,5	110,8	115,4	4,1	-28,6
Total crédits/total dépôts (en %)	73,6	82,2	81,0	-1,5	10,1
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	94,3	97,8	105,2	7,5	11,5
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	45,6	47,7	46,1	-3,3	1,2
<b>Rentabilité et performance</b>					
Résultat avant impôt	191 741,0	154 881,1	206 949,8	33,6	7,9
Résultat net de l'exercice	163 953,4	116 801,7	168 236,5	44,0	2,6
Produit Net Bancaire	406 808,7	344 430,8	476 424,0	38,3	17,1
ROA	2,5	1,6	2,1	32,8	-17,4
ROE	21,6	13,4	18,5	38,1	-14,5

Source: BRB



Maquette et impression  
IMPRIMERIE MEX